



## **DELEGATION REGIONALE PARIS-NORMANDIE**

### **FOURNITURE D'UN CENTRE D'USINAGE 5 AXES SIMULTANES POUR LE LPC Caen**

#### **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

##### **CODE NACRES :**

**RA.11** : Machines-outils à commande numérique.

##### **CODES CPV :**

**42632000-5** : Machines à commande numérique pour le travail des métaux.

##### **SERVICE QUI PASSE LE MARCHÉ**

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)  
Délégation régionale Paris Normandie  
Service Financier et Comptable  
Secteur Achats  
3, rue Michel-Ange  
75794 Paris Cedex 16

##### **MODE DE PASSATION :**

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 à R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

##### **FORME DU MARCHÉ :**

Marché public ordinaire à prix global et forfaitaire.

## SOMMAIRE

ARTICLE I – OBJET DU MARCHE.....	3
ARTICLE II – NATURE DU MARCHE .....	3
ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	3
ARTICLE IV – DUREE DU MARCHE – DELAI DE LIVRAISON.....	4
ARTICLE V – SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE VI – MODALITES DE LIVRAISON ET D’EXECUTION DES PRESTATIONS	4
ARTICLE VII – CONSTATION DE L’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE VIII – PRIX – MODALITES DE VARIATION .....	8
ARTICLE IX – CLAUSE DE REEXAMEN.....	9
ARTICLE X - AVANCE ET ACOMPTE.....	10
ARTICLE XI - MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	11
ARTICLE XII – PENALITES .....	12
ARTICLE XIII – OBLIGATIONS DES PARTIES .....	13
ARTICLE XIV – RESPONSABILITES ET ASSURANCES.....	14
ARTICLE XV - RESILIATION .....	14
ARTICLE XVI – LITIGES.....	15
ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	15

## **ARTICLE I – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la fourniture d'un centre d'usinage 5 axes simultanés pour le Laboratoire de Physique Corpusculaire de Caen (LPCC).

Le marché est passé par la Délégation Paris-Normandie pour le compte du LPCC.

## **ARTICLE II – NATURE DU MARCHÉ**

**2.1** Il s'agit d'un marché de fourniture et service soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021.

**2.2** Il s'agit d'un Marché public ordinaire à prix global et forfaitaire.

**2.3** Le présent marché n'est pas allotis en application du paragraphe 2° de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. En effet, l'achat du centre d'usinage 5 axes constitue un tout qu'il n'est pas possible de diviser en plusieurs prestations séparées.

## **ARTICLE III – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement, dûment complété, daté et signé par le titulaire ;
2. L'annexe financière dûment complétée par le titulaire : la décomposition du prix globale et forfaitaire (DPGF) ;
3. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
4. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
5. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. L'offre technique du titulaire, comprenant notamment le cadre de réponse technique ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du présent marché.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et les respecter. Il doit en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix, de même il prend à sa charge le risque des évolutions de ces normes et donc des mises à jour.

## ARTICLE IV – DUREE DU MARCHÉ – DELAI DE LIVRAISON

Le marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'à la date de fin de toutes les garanties.

Le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de garantie contractuelle.

Le marché dispose d'un délai de livraison de l'équipement de **8 mois maximum** à compter de la réception du bon de commande par le titulaire. Celui-ci peut prévoir un délai moindre dans son offre.

Dans un tel cas, le délai contractuel de livraison est celui figurant dans l'offre du titulaire.

Le délai d'installation, de mise en service, de la phase de test et de la formation concernant l'équipement est de **1 semaine maximum** à compter de sa date de livraison. Le titulaire peut prévoir un délai moindre dans son offre.

Dans un tel cas, le délai contractuel de livraison est celui figurant dans l'offre du titulaire.

Le non-respect de ces délais peut entraîner l'application de la pénalité fixée à l'article 12 du présent CCAP.

Le présent marché ne fait pas l'objet de reconduction.

## ARTICLE V – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le CNRS et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance, conformément à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes conditions que le titulaire qui reste seul responsable vis-à-vis du CNRS de l'ensemble de l'exécution du marché.

## ARTICLE VI – MODALITES DE LIVRAISON ET D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le présent marché s'exécute selon les modalités suivantes et conformément aux dispositions prévues au présent CCAP, au CCTP et à l'offre technique du titulaire.

### 6.1 Livraison

#### 6.1.1. Lieu de livraison

Le titulaire assurera, sous son entière responsabilité et à ses frais, la livraison de l'équipement dans les délais prévus à l'article IV du présent CCAP à l'adresse suivante :

**Atelier Mécanique LPC Caen**  
ENSI Caen  
6 boulevard Maréchal Juin  
14050 Caen

La livraison, le stockage, l'emballage et le transport de l'équipement s'effectue conformément aux dispositions définies par le présent CCAP, ainsi que dans le respect des dispositions des articles 20 et 21 du CCAG FCS.

Les difficultés exceptionnelles de manutention, ainsi que les contraintes horaires et calendaires de livraison sont précisées à l'article 4.3 du CCTP.

#### 6.1.2. Modalités de livraison

Avant toute livraison, le titulaire doit prendre contact à l'avance avec la personne désignée par le LPCC pour convenir d'une date et d'une heure précise de livraison selon les délais de prévenance indiqués ci-dessous. Les coordonnées de l'interlocuteur sont communiquées au titulaire après notification du marché.

A la livraison, le titulaire doit effectuer le déchargement du matériel. Il est de sa responsabilité de prendre les dispositions nécessaires pour assurer de manière sûre et opérationnelle le conditionnement, la manutention, le transport et la livraison de tous les éléments sur le site de livraison.

La livraison s'entend rendue dédouanée et détaxée (Delivery Duty Paid). Tous les frais et les risques relatifs au transport jusqu'au lieu de livraison dont les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ainsi que les assurances, les éventuelles taxes de douanes et les coûts de transitaires sont à la charge exclusive et de la responsabilité du titulaire du marché.

Tous ces frais sont inclus dans le prix global et forfaitaire du marché.

La livraison de l'équipements objet du marché fait l'objet d'un bon de livraison fourni par le titulaire en double exemplaire et qui doit obligatoirement comporter, a minima, les mentions suivantes :

- L'identification du titulaire ;
- La date d'expédition ;
- Les références du marché ;
- L'identification des fournitures livrées.

La livraison est constatée par la signature du bon de livraison par la personne désignée par le LPCC mentionnée ci-dessus, dont chaque partie conserve un exemplaire. Un contrôle visuel du matériel est effectué lors de la livraison conformément aux dispositions du présent CCAP.

Ce bon de livraison ne vaut pas réception (admission) du matériel livré. Il permet simplement d'attester de la date réelle de livraison. L'admission ne peut intervenir qu'après décision d'admission sans réserve formulée par le CNRS.

#### 6.1.3. Documentation fournis à la livraison

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française et/ou en anglais, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. La documentation inclura :

- Une documentation technique et de sécurité de l'équipement, ainsi que des logiciels associés ;
- Un manuel d'entretien et de maintenance de 1<sup>er</sup> niveau ;
- Les procédures de remplacement des batteries avec les références des batteries et leur périodicité ;

- Les procédures de contrôle des désalignements, des défauts d'inclinaison et de positionnements des centres de rotation des axes B et C ;
- Un manuel de programmation ;
- Une sauvegarde externe de tous les paramètres originaux de l'équipement ;
- Un modèle 3D, au format STEP, de l'espace de travail de la machine pour intégration au logiciel de FAO ;
- Un modèle 3D, au format STEP, de la machine pour intégration à la maquette CAO bâtiments ;

## 6.2 Installation et mise en service

Le titulaire assurera, sous son entière responsabilité et à ses frais, l'installation de l'équipement sur le site. Le titulaire devra notamment prévoir le matériel nécessaire à l'installation de la machine sur site ainsi que les habilitations associées (habilitations électriques...).

Après la déclaration de fin d'installation de l'équipement par le titulaire, celui-ci procédera aux tests prévus à l'article 7.1 du CCTP, en présence du personnel du LPCC qui prononcera la réception du matériel. Ces tests ont pour but de vérifier la bonne adéquation du matériel livré avec les spécifications annoncées par le titulaire dans son offre technique. A la suite de quoi, la réception du matériel pourra être prononcée dans les conditions prévues à l'article VII du présent CCAP.

Le déroulement de ces tests aura lieu le jour de l'installation de l'équipement.

## 6.3 Prestations de formation

Le titulaire assurera une formation pour 3 personnes de l'équipe de recherche et sera réalisée sur site au LPCC. Elle permettra d'accompagner la mise en service, le test et le fonctionnement de l'équipement. La date de cette formation sera fixée d'un commun accord entre la société titulaire et le LPCC. Elle pourra correspondre à la date de livraison.

La formation des utilisateurs de l'équipement portera sur :

- La prise en main de l'équipement en utilisation courante.
- Le fonctionnement approfondi de l'équipement.
- Le descriptif des opérations de maintenance de premier niveau à réaliser sur l'équipement.

Le contenu et la durée des différentes sessions de formation sont décrites dans l'offre technique du candidat. De même, l'ensemble des frais qui y sont afférents sont intégrés dans le prix global et forfaitaire du titulaire.

## 6.4 Service après-vente

Le titulaire assurera un service après-vente durant toute la durée de la période de garantie telle que décrit dans son offre technique. Le service après-vente du titulaire prévoit à minima :

- ➔ Les mises à jour éventuelles du logiciel de l'interface informatique de l'équipement.
- ➔ Un support technique par téléphone lors des horaires de travail habituels.
- ➔ Un délai d'intervention **en cas de panne** ne devant pas excéder 10 jours calendaires.
  - Les interventions sur site devront être assurées par un technicien qualifié parlant français.

Au-delà de la garantie, une assistance technique devra être fournie tout le long de la durée de vie de l'appareil, par mail, par téléphone ou, le cas échéant, par visio.

En plus du contenu, des effectifs, de la localisation des plateformes techniques et de l'organisation, le titulaire précisera notamment dans son offre technique les modalités suivantes de son service après-vente :

- L'existence ou non d'un système de télé ou visio assistance pour la détection des pannes sur l'appareil, la résolution des problèmes et la configuration des systèmes.
- Le délai de réponse aux sollicitations de l'acheteur. Le délai souhaité est de **48 heures**. Le titulaire peut prévoir un délai moindre dans son offre technique, le cas échéant c'est celui-ci qui sera contractuel.

## **6.5 Garantie**

La période de garantie s'étend sur une période de 12 mois minimum à compter de la date de notification de la décision d'admission de l'équipement et selon les prescriptions du CCTP.

Le titulaire doit proposer et chiffrer dans son offre financière une garantie de 24 mois à titre de prestation supplémentaire éventuelle obligatoire, qui sera retenue ou non par l'acheteur au moment de l'attribution du marché.

## **6.6 Confidentialité, protection des données, sécurité et prévention des risques**

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Les documents et livrables, quel que soit leur format, qui sont réalisés à l'occasion du présent marché sont propriété exclusive du CNRS et du LPCC.

Le Titulaire est tenu d'être en mesure de prouver, à tout moment durant l'exécution du marché, sur simple demande du CNRS, sa conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en vigueur le 25 mai 2018.

Le Titulaire doit informer ses éventuels sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## **ARTICLE VII – CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Il est fait application des articles 27 à 30 du CCAG/FCS (vérifications et admissions de matériel) excepté pour les points qui suivent.

Les opérations de vérification, ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le LPCC.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture conformément aux articles 27 à 28.2 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérification qualitative se déroulent en une étape et ont pour but de constater que l'équipement présente les caractéristiques techniques prévues au CCTP.

L'admission des prestations (réception définitive) intervient à l'issue de la phase de test de l'équipement prévue à l'article 6.2 du présent CCAP. Le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## ARTICLE VIII – PRIX – MODALITES DE VARIATION

### 8.1 Dispositions générales

Le marché est traité à **prix global et forfaitaire**, renseigné dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, **réputé complet**, et comprends l'ensemble des prestations définies des articles 6.1 à 6.5 du présent CCAP. Il est réputé établis sur la base des conditions économiques du mois de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais inhérents à la réalisation des prestations et les frais afférents aux déplacements et séjours des personnels nécessaires à la réalisation des prestations.

Le montant estimatif et non contractuel des prestations est le suivant : **190 000 € HT**.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix dans le cadre de marchés conclus en groupement : en cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

L'euro est la monnaie de compte du marché. Le prix reste inchangé en cas de variation du change, que le titulaire soit ou non établi à l'étranger. Le prix du marché est hors TVA.

### 8.2 Actualisation facultative du prix

Conformément à l'article R2112-11 du Code de la Commande Publique, le prix global et forfaitaire indiqué dans la DPGF par l'attributaire est actualisable si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans son offre initiale et la date de début d'exécution des prestations au regard des délais renseignés par le candidat dans son offre.

L'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

**Les parties au contrat peuvent décider de ne pas appliquer la clause d'actualisation d'un commun accord.**

L'actualisation du prix global et forfaitaire se fera par application de la formule suivante :

$$P = P_o \times (I_n (-3 \text{ mois}) / I_o)$$

Selon les dispositions suivantes :

**P** : le prix global et forfaitaire actualisé HT ;

**P<sub>o</sub>** : le prix global et forfaitaire initial HT fixé dans le présent CCP ;

**I<sub>n</sub> (-3 mois)** : valeur de l'index de référence à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois ;

**I<sub>o</sub>** : valeur de l'index de référence à la date de fixation du prix global et forfaitaire dans l'offre initial.

L'indice de référence (I) pour l'actualisation du prix des prestations à réaliser est le suivant :



L'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – A38 CK, CPF 28 – Machines et équipements n.c.a. - Prix de base – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764039 - Données mensuelles brutes défini par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) disponible à l'adresse internet suivante : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764039>.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG/FCS, les calculs sont effectués au dix millième près puis arrondis en conformité avec les règles d'arrondi de l'euro.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence utilisé pour l'application de la formule d'actualisation, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement,
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire communique au CNRS le nouveau prix global et forfaitaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le nouveau prix global et forfaitaire devient contractuel sauf avis contraire de la Personne Responsable du Marché (PRM) prononcé dans le délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de sa réception.

Au prix ainsi défini s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour du début de l'exécution des prestations.

## **ARTICLE IX – CLAUSE DE REEXAMEN**

La clause de réexamen s'applique si l'une des conditions non limitatives suivantes est remplie :

- Incapacité du titulaire de respecter le/les délais d'exécution contractuel tels que définis dans le CCAP et le CCTP, hors faute du titulaire et notamment liée à des cas de force majeure, imprévus ou extérieurs au marché ;
- Bouleversement de l'économie globale du marché ;
- Circonstances imprévues, en application de l'article R.2194-5 du Code de la Commande publique.

Le Titulaire peut soumettre au CNRS un dossier motivé si la situation persiste depuis au moins trois (3) mois et si l'actualisation des prix telle que définie au présent CCAP ne permet pas d'atténuer les aléas économiques affectant le contrat.

L'Acheteur se réserve le droit de solliciter du titulaire tout justificatif nécessaire à l'appui de sa demande.

A compter de la réception du dossier susvisé, le CNRS dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour décider de l'ouverture de négociations avec le Titulaire, pouvant aboutir à un réexamen des clauses du marché. En cas de silence gardé, celui-ci vaut refus.

Après négociation et accord du Titulaire, la composition des prestations, leurs modalités d'exécution techniques et financières ainsi que le prix applicable formulé dans l'annexe financière sont susceptibles d'être modifiés. Cette modification ne peut avoir pour objet de modifier la nature globale du présent marché.

En cas de modifications contractuelles importantes, elles se feront par voie d'avenant.

En cas de rétablissement de la situation antérieure, les parties pourront mettre fin aux modifications contractuelles en respectant le parallélisme des formes ou selon le/les délais et modalités indiqués dans l'avenant. Les clauses prévues initialement au contrat s'appliqueront de nouveau à la date précisée dans l'acte matérialisant la modification contractuelle ou le retour aux conditions initiales du marché.

## **ARTICLE X - AVANCE ET ACOMPTES**

### **10.1 Avance**

#### 10.1.1. Applicabilité :

L'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS est retenue.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et aux articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, les titulaires bénéficient d'une avance réglementaire de 05 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois, sauf renonciation de sa part mentionnée à l'acte d'engagement.

Lorsque les titulaires du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 10%.

Le titulaire **est invité à indiquer dans son offre s'il souhaite ou non bénéficier du versement d'une avance**, en l'indiquant à l'article B4 de l'acte d'engagement (ATTR11)

**Cette avance n'est ni actualisable, ni révisable.**

#### 10.1.2. Bénéficiaires de l'avance :

Lorsque le marché est passé avec un prestataire (contractant) unique ou avec des prestataires groupés conjoints, les dispositions réglementaires sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le titulaire ou le mandataire et, à celles exécutées par chaque cotraitant.

Les modalités de détermination du montant des avances à verser au prestataire ou aux cotraitants conjoints s'appliquent alors au montant TTC des fournitures livrées par le titulaire ou par chacun des cotraitants conjoints.

#### 10.1.3. Modalités de règlement de l'avance :

Le versement de l'avance est effectué en une seule fois dans les trente (30) jours suivant la notification du présent marché.

#### 10.1.4. Modalités de remboursement de l'avance :

En application de l'article R.2191-11 du code de la commande publique, le remboursement de cette avance est effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement aux titulaires. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées, exprimé en prix de base, atteint soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial et prend fin lorsque ce taux atteint quatre-vingt pour cent (80%) du montant TTC des prestations confiées aux titulaires.

### **10.2 Acomptes**

Il n'est pas prévu le versement d'acomptes pour ce marché.

## **ARTICLE XI - MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

Les modalités de règlement sont définies dans les conditions des articles 11 et 12 du CCAG-FCS. L'ensemble des prestations fait l'objet d'un règlement partiel définitif.

**Le règlement est effectué, après service fait, sur présentation de la facture du titulaire correspondante adressée via Chorus Pro exclusivement.**

Il est entendu par service fait la résultante de la décision d'admission des prestations par la délégation Paris-Normandie.

La facture afférente au paiement doit comporter outre les mentions légales, le numéro du bon de commande, les références du marché, la désignation des prestations, la période relative à la facturation, le lieu d'exécution, le montant hors taxe, le taux et le montant de la TVA, le montant toutes taxes comprises, les modalités de détermination du prix de règlement et les coordonnées bancaires.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

\_Raison sociale : **Centre national de la recherche scientifique**

\_SIRET CNRS : **n°18008901303720**

\_Le code service de l'entité CNRS facturée : **UMR6534**

\_Le code division : **3771**

\_Le numéro d'engagement juridique figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS.

**A défaut des mentions permettant leur identification et accompagnées des justificatifs requis tels que précisés dans le présent CCAP et l'acte d'engagement, les factures seront rejetées.**

En cas d'interruption des prestations liée notamment à la radiation de la procédure, au désistement d'instance, au retrait de l'acte attaqué, de transaction, le bon de commande et le service fait sont considérés comme exécutés à hauteur des prestations effectuées en fonction des diligences accomplies et du nombre d'heures réellement exécuté.

Conformément l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, **le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS est de trente (30) jours calendaires** à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

La date du service fait est constatée par le service ordonnateur et la date de la réception de la demande de paiement est constatée par le Service centralisé de traitement de la dépense (SCTD). À défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

En application des dispositions des articles L. 2192-13 et R. 2192-31 du code de la commande publique, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de

refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points.

Le dépassement du délai de paiement peut donner lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros (décret n° 2012-1115 du 2 octobre 2012).

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original.

Le titulaire s'engage à informer la Délégation régionale de toute modification de son RIB.

**L'ordonnateur de la dépense est la Délégée Régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16.**

**Le comptable assignataire chargé du paiement est l'Agent secondaire de la Délégation régionale de Paris- Normandie du CNRS – 3 rue Michel-Ange – 75794 Paris Cedex 16.**

**Le fonctionnaire habilité à donner les renseignements, prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 et R. 2393-42 à R. 2393-44 du code de la commande publique, est la Délégée régionale de Paris-Normandie – 3 rue Michel-Ange – 75794 PARIS Cedex 16.**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE XII – PENALITES**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt les pénalités suivantes sans mise en demeure préalable par le CNRS :

- Cinq cents euros (500,00 €) HT par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect du délai de livraison ou de l'exécution des prestations, tel que prévu dans l'offre du titulaire, sauf accord contraire préalable ;
- Deux cents euros (200,00 €) HT par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect du délai de mise au point ou de réparation en cas de pièce ou de matériel défectueux prévu dans l'offre du titulaire, sauf accord contraire préalable. (*art. 7 du CCTP*)
- Mille euros (1 000,00 €) HT par jour de retard, constaté par le CNRS, pour non-respect du délai de remise en état de fonctionnement opérationnel de l'instrument en conformité avec les performances techniques et fonctionnelles prévues en cas de panne, tel que prévu dans l'offre du titulaire, sauf accord contraire préalable. (*art. 7 du CCTP*)

- Mille euros (1000,00 €) HT par manquement constaté par le CNRS à ses obligations de protection des données (article VI.6 du présent CCAP).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1.000€ pour l'ensemble du marché. Les pénalités sont dues dès le 1<sup>er</sup> euro.

## ARTICLE XIII – OBLIGATIONS DES PARTIES

### 13.1 Obligations du CNRS

Lorsqu'il est demandé au titulaire d'être physiquement présent, le CNRS s'engage à assurer que ses structures sont susceptibles d'accueillir, avec l'efficacité et la sécurité requises, les intervenants. Lorsqu'il est demandé une présence à distance, le CNRS s'engage à mettre à disposition un lien de connexion au titulaire.

### 13.2 Obligations du titulaire

Lorsqu'il est demandé au titulaire d'être physiquement présent, le personnel doit se soumettre au contrôle d'accès en vigueur dans les locaux du CNRS. Il est expressément entendu que le personnel du titulaire demeure à tous les égards, le salarié de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés et déplacements).

Le titulaire s'engage à informer immédiatement le CNRS de toute difficulté en cours d'exécution.

La bonne exécution des prestations dépend essentiellement de la personne qui se trouve nommément désignée pour en assurer la conduite. Si cette personne n'est plus en mesure de remplir sa mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la personne responsable de et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, et ce à sa charge.

Tout accident ou maladie pouvant affecter le personnel du titulaire pendant la durée des prestations est entièrement pris en charge par celui-ci.

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** et doit strictement respecter les délais, coûts et niveaux de qualité prévus dans le cadre des documents contractuels du présent marché. Le CNRS se réserve le droit de refuser une prestation se révélant non conforme aux exigences attendues.

Le titulaire ne peut être exonéré de son obligation qu'en raisons de circonstances exceptionnelles liées à une force majeure rendant l'exécution impossible.

### 13.3 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements sont la propriété exclusive du CNRS, et ils échappent à ce titre à la propriété du Titulaire. Le titulaire n'a pas le droit d'utiliser les résultats obtenus dans le cadre de l'usage des équipements pour d'autres clients (exploitation commerciale).

## **ARTICLE XIV – RESPONSABILITES ET ASSURANCES**

### **14.1 Responsabilités**

Le titulaire désigne parmi son personnel un chargé d'affaires de profil technique, interlocuteur privilégié auprès du CNRS.

Le titulaire et son personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, que l'exécution du présent marché l'amène à connaître.

En outre, le titulaire est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à leurs biens ou aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers.

Le titulaire reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

### **14.2 Assurance**

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

## **ARTICLE XV - RESILIATION**

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande de l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra pas d'indemnité de résiliation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2344-1 du code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts, aux frais et risques du titulaire.

En cas de résiliation pour faute, le CNRS peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, le marché est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

## ARTICLE XVI – LITIGES

Le titulaire s'engage à résoudre à l'amiable tout différend survenu lors de l'exécution du marché. En cas de persistance du litige, celui-ci sera réglé par les lois et règlements du droit français. Le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

## ARTICLE XVII – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS sont précisés dans le tableau ci-dessous (liste non-exhaustive) :

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG-FCS
Article 4.1	Article III (pièces constitutives)
Article 5.1.1	Article VI.6 (Confidentialité, protection des données, sécurité et prévention des risques)
Article 10.1.2	Article VIII.2 (actualisation facultative du prix)
Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3	Article XII (pénalités)
Article 42	Article XV (résiliation)